

Courtisanerie, sièges éjectables, amateurisme... Le Rassemblement national, un parti malade de son bonapartisme

Nicolas Massol

Les dysfonctionnements et l'esprit de cour minent le parti lepéniste, où les succès électoraux permettent de refuser toute introspection.

Combien sont-ils, tombés des nues, à se ronger les ongles derrière leur écran ? 120 ? 140 ? Plus ? Une fois n'est pas coutume, l'ensemble des députés du Rassemblement national, français et européens, et même des cadres nationaux, ont été conviés à la réunion en visio donnée depuis le siège du parti, où si peu d'entre eux ont leurs habitudes. Mais ce lundi 31 mars, l'heure est grave. Marine Le Pen [vient de recevoir sa condamnation](#) à quatre ans de prison dont deux ferme (elle porterait un bracelet électronique), 100 000 euros d'amende et, surtout, cinq ans d'inéligibilité avec exécution immédiate, dans l'affaire des assistants fictifs du RN. De quoi rendre impossible, sauf décision contraire en appel, une quatrième tentative à l'élection présidentielle.

Après une courte allocution de la cheffe, ses lieutenants se tournent vers l'assemblée virtuelle pour «*quémander*», selon les mots d'un participant, «*la bonne idée juridique pour s'en sortir*». Rarissime moment d'intelligence collective dans un parti qui se méfie des agoras et de la démocratie interne. Les prises de parole se succèdent, farfelues souvent, astucieuses parfois, toujours révélatrices de l'ambiance «*abasourdie*», «*sonnée*», «*prise de court*», rapportée par un témoin.

Certains ont découvert, le matin même avec la décision de la juge, la réalité du couperet qui pendait au-dessus de la tête de leur championne. Rien ne les y avait préparés : ni réunion en amont ni véritables alertes, en dehors d'un succinct exposé, à l'Assemblée, la semaine précédente, où l'intéressée avait paru écarter devant son groupe le risque de l'exécution immédiate de sa peine. Puisque elle-même refusait d'y croire, interdiction était faite d'envisager la possibilité que le tribunal suivît les réquisitions du Parquet. «*On va se faire bouffer*», avait prévenu un cadre, une quinzaine de jours plus tôt, avant de se rendre compte, stupéfait, qu'il s'agissait en interne d'un «*non-sujet*».

Un chef omnipotent et craint

Depuis, le mouvement d'extrême droite vasouille. Faut-il préparer la candidature de rechange de Jordan Bardella, comme lui-même y pousse ? Ou refuser net d'évoquer la question du plan B, comme défend Jean-Philippe Tanguy, le numéro deux de Le Pen à l'Assemblée ? Entre les deux options, la concernée balance, arguant de la nécessité de ne pas «*paraître irresponsable*», [avant de se repositionner là comme la seule option pour 2027](#). En l'absence de cap, le reste des troupes grelotte comme un troupeau de moutons éperdus et subit, passifs et planqués, l'interminable séquence politique. «*Beaucoup de marinistes nous disent : on n'a*

pas d'instructions de Marine, on ne sait pas ce qu'elle veut. Les députés s'en plaignent : on ne sait pas quoi faire !» soupire l'un d'entre eux, exaspéré par l'indécision de sa cheffe.

Un seul être vous manque et tout dysfonctionne. L'épisode remet au jour le problème structurel du RN, paradoxal parti de masse aux 100 000 adhérents revendiqués mais à l'appareil atrophié. Il n'y a jamais eu qu'un numéro au Front comme au Rassemblement national : c'est le numéro un. L'adage, envoyé par Jean-Marie Le Pen dans les gencives de son rival de l'époque, Bruno Mégret, a survécu à deux autres présidents, un changement de nom et trois défaites au second tour de l'élection présidentielle. Plus que la difficulté à passer la main, la formule décrit surtout, peut-être, un mode de gouvernance du mouvement où le chef, omnipotent et craint, décide de tout, délègue peu, et se voit rarement contredit. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les tares du temps du père se retrouvent sous le règne de la fille : décisions prises hors des instances officielles dans des cercles restreints ; fait du prince encourageant la courtoisie, démotivant la critique et conduisant in fine à un renouvellement cyclique des entourages ; absence chronique de travail que la progression régulière des scores ne pousse pas à conjurer mais qui, selon les Cassandra internes, peu écoutées, éloigne une perspective de victoire au second tour d'une présidentielle.

Les dizaines de cadres interrogés par *Libé* à la suite de la condamnation confirment la culture bonapartiste radicale de leur formation. *«C'est un parti ultra-centralisé avec les bons et les mauvais côtés, assume un parlementaire issu d'une autre famille politique. Au moins on sait où est la ligne officielle et quand ce parti s'engage dans un sens, il le fait à fond et sans nuance. La contrepartie c'est que rien ne dépasse, qu'il n'y a pas de communication interne et que les gens dans lesquels Le Pen ou Bardella ont confiance n'osent pas critiquer.»* *«Autour d'elle, il n'y a que des cheerleaders ou des gens qui n'ont pas de couilles»*, abonde plus crûment un hiérarque. Un troisième acquiesce : *«Pour moi, le RN a le syndrome d'Atlas : on met tout sur le dos de la cheffe. C'est l'histoire d'une femme courageuse qui est entourée de gens qui ne travaillent pas.»* Etrange parti où les critiques internes rejettent la faute sur les entourages pour mieux épargner celle qui s'entoure.

Or, l'un des maux frappant le RN vient sans doute du fameux fonctionnement «en étoile» de Marine Le Pen, qui prend ses décisions en consultant des cercles qui souvent s'ignorent, parfois se détestent, chacun jaloux de son emprise, réelle ou supposée sur elle et qui parfois jouent les uns contre les autres. *«Tout le monde lui parle et c'est souvent le dernier qui a parlé qui a raison»*, juge un collaborateur frontiste, au diapason de plusieurs autres. *«C'est du bonapartisme mais sans l'organisation militaire»*, conclut un dernier. D'autant que ces cercles, souvent renouvelés, ont conscience que leur siège éjectable ne les pousse guère à la franchise.

«Je fais ce choix, je l'assume»

Prenons le cénacle réuni le dimanche 1er décembre pour décider, ou non, de la censure du gouvernement Barnier : outre les députés Jean-Philippe Tanguy, Bruno Bilde et Kévin Pfeiffer, on trouvait aussi trois technos : le secrétaire général du groupe Renaud Labaye, le conseiller économique de Le Pen, François Durvy, son directeur de cabinet, Ambroise de Rancourt, ainsi que Jordan Bardella. *«Le problème c'est que dans cette liste, pas mal de gens ont besoin de cela pour bouffer»*, estime un observateur peu optimiste sur la capacité de l'aréopage à tenir franchement tête à leur patronne. Un autre cadre remet en question le «sens politique» des technos lepénistes : *«Chez eux, ça connecte mais ils n'ont aucun sens politique,*

et, c'est humain, ils se sont fait avaler par cette proximité avec Marine, le fait d'être aussi près de Dieu.»

Surtout, diagnostique un proche, *«le problème c'est que les intersections entre ces cercles et les organes du parti sont faibles, ce qui crée un manque de cohérence»*. La chose n'est pas sans conséquence. A ce titre, les couacs en série autour du traitement des Français binationaux - plus de 3 millions de personnes - peuvent faire figure d'exemple type. En 2022, Marine Le Pen prend la décision [d'abandonner l'interdiction de la double nationalité](#), marqueur pourtant historique de son parti. Seule, et sans en informer son parti. *«En tant que candidate, je fais des choix. Je fais ce choix, je l'assume. Je ne suis plus présidente du RN. Ça change énormément les choses»*, revendique-t-elle à l'époque auprès de Libé, [dont l'article, c'est cocasse, fait découvrir à nombre de cadres et militants cette évolution majeure du programme frontiste](#).

Face à la stupeur, le conseiller spécial de Le Pen, Philippe Olivier, se fend alors d'une note interne pour éteindre l'incendie et faire la pédagogie de la décision de la cheffe... qu'aucune instance interne n'a seulement débattue. Ou simplement diffusée. Deux ans plus tard, les répliques de ce chaotique parcours éclateront en plénières législatives 2024 où pas moins de trois députés - Sébastien Chenu, Daniel Grenon et Roger Chudeau - se montreront incapables de restituer la position du RN sur le sujet, avec des accents racistes pour les deux derniers. Ils n'étaient pas seuls. *«Moi-même je ne savais plus très bien quel était notre programme !»* souffle un autre député réélu.

Longue file des recrutements foireux

Il est peu probable que le parti tire les leçons de l'épisode. Après le raté des législatives, certains cadres comme Jean-Philippe Tanguy ont demandé d'organiser un bilan. Rien n'est venu. *«Ce n'est pas dans notre culture»*, répond-on. L'appareil frontiste a certes pris en compte l'enjeu de gagner en sérieux dans les investitures : pour se présenter aux législatives, il faut désormais fournir son casier judiciaire, une lettre de motivation, ainsi qu'une vidéo d'une minute trente destinée à vérifier les facultés d'élocution. *«Ce n'est plus si facile d'être investi, partage un délégué départemental. J'ai voulu présenter des femmes un peu prête-noms sur des circonscriptions ingagnables pour ne pas m'emmerder et elles ont été refusées, donc je me suis remis à chercher de vrais profils.»* Parallèlement, le très sérieux ancien maire de Beaucaire (Gard), Julien Sanchez, sorte de moine-soldat du mouvement, a pris en charge les investitures pour les élections municipales, avec un mot d'ordre : *«Mieux vaut pas de candidats que de mauvais candidats.»* Une consigne d'autant plus facile à suivre qu'à la différence des candidats à la députation, les postulants maires ne rapportent pas d'argent.

Reste qu'en dehors de ses fonctions purement électorales, le parti demeure un corps sans vie. Les instances officielles, bureaux exécutif ou national, sont de toute façon largement fictives, héritage du FN à la papa, où l'organigramme public avait surtout vocation à représenter les différentes sensibilités du compromis nationaliste (cathos tradis, solidaristes, néopaiens, nationalistes-révolutionnaires, etc.) quand les vrais choix étaient arrêtés à Montretout, entre deux portes, par Le Pen et ses proches du moment. Ils le sont aujourd'hui au domicile de sa fille à Saint-Nom-La-Bretèche, dans les Yvelines, au milieu des chats.

Sans transparence aucune. Récemment, un dernier couac a révélé les limites d'un tel mode de fonctionnement. Le recrutement, en 2024, de l'eurodéputée Malika Sorel, propulsée à la seconde place de la liste de Jordan Bardella n'a fait l'objet d'aucune consultation, même discrète, de ceux qui auraient pu l'avoir côtoyée dans sa carrière passée... et auraient pu

épargner au RN l'humiliation de voir leur ralliée [claquer la porte de la délégation frontiste](#) moins d'un an après son élection. Prenant ainsi son numéro dans la longue file des recrutements foireux du parti d'extrême droite - une autre permanence entre l'époque du père et celle de la fille. *«Le problème, c'est qu'à chaque fois ça marche mieux qu'avant, se désole un parlementaire. Pourquoi voulez-vous tout remettre en cause quand vous passez de 6 à 90, puis à 140 députés ? Ça ne suffit pas pour gagner au second tour - on se dit qu'on gagnera la prochaine fois.»* Jusqu'à la prochaine défaite.